Projet de règlement grand-ducal

portant modification du règlement grand-ducal du 5 avril 2001 fixant les règles applicables en matière de contenu en œuvres européennes et en œuvres de producteurs indépendants des programmes de télévision réputés relever de la compétence du Luxembourg conformément à la directive européenne « Télévision sans frontières ».

Avis du Conseil d'Etat

(16 juillet 2010)

Par dépêche du 27 mai 2010, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre des Communications et des Médias.

Le texte du projet était accompagné d'un commentaire des articles.

Préambule

Il y aura lieu de préciser si l'avis de la Chambre de commerce aura été disponible ou non au moment de l'adoption du règlement.

Il convient de relever que le mot « commerce » s'écrit avec une minuscule. De même le mot « européen » dans « Parlement européen » doit s'écrire avec une lettre minuscule.

Article 1^{er}

L'article sous rubrique vise à étendre le champ d'application aux services de médias audiovisuels à la demande. Les termes « services de médias audiovisuels », qui regroupent les services de télévision et les services de médias audiovisuels à la demande, résultent de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques telle que modifiée par le projet de loi n° 6145 portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques. L'entrée en vigueur du règlement grand-ducal en projet devra coïncider avec celle de la loi issue de ce projet de loi.

Cet article n'appelle pas d'observation.

Article 2

Sans observation.

Article 3

Au point 1°, le Conseil d'Etat propose de remplacer « la Communauté européenne » par l'« Union européenne ».

Articles 3 à 6

Sans observation.

Article 7

Cet article introduit un article *5bis* dans le règlement grand-ducal du 5 avril 2001 imposant aux fournisseurs de services de médias audiovisuels à la demande de présenter un rapport au Service des médias et des communications sur la promotion d'œuvres européennes ainsi que l'accès à ces dernières.

L'article *5bis* nouveau ne fixe aucune sanction si la date limite pour soumettre un tel rapport a été dépassée ou si un fournisseur de services de médias audiovisuels à la demande n'a pas déposé de rapport.

Article 8

Sans observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 16 juillet 2010.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Schroeder